

## IRLANDE

### Croissance, climat, contestation : les trois défis de l'eau en Irlande

L'Irlande est confrontée à un déficit d'infrastructures hydrauliques pour accompagner sa forte croissance démographique et économique, en particulier dans la région orientale. L'ancienneté du réseau, combinée à une répartition inégale des ressources en eau - principalement situées à l'ouest - rend l'approvisionnement, notamment à Dublin, particulièrement vulnérable. Le changement climatique vient accentuer ces tensions, dans un contexte déjà marqué par la mauvaise qualité de l'eau et des équipements d'assainissement défaillants. À cela s'ajoute une difficulté politique majeure : la tarification de l'eau demeure un sujet sensible en Irlande, rendant complexe l'appropriation par les citoyens, la gestion durable de la ressource et le financement des investissements nécessaires. Un projet d'oléoduc entre Shannon et Dublin a été envisagé, mais il fait face à une vive opposition locale et accumule les retards. L'Irlande se trouve ainsi dans une situation critique, qui appelle des investissements massifs et une volonté politique forte pour moderniser et sécuriser son système d'approvisionnement en eau.

**L'Irlande fait face à un déséquilibre dans son approvisionnement en eau, l'infrastructure hydraulique vétuste ne pouvant répondre à la croissance démographique et industrielle.**

**Au XIXe siècle, l'Irlande disposait d'un des systèmes d'approvisionnement en eau les plus modernes d'Europe du Nord, mais son réseau vieillissant est désormais inadapté aux besoins actuels du pays.** Malgré des taux de disponibilité d'eau parmi les plus élevés d'Europe, l'Irlande est confrontée à un déséquilibre majeur entre la répartition des ressources en eau, principalement situées à l'ouest, et la demande qui est concentrée à l'est, notamment en raison des secteurs industriels et domestiques en forte croissance. Après des décennies de sous-investissements, la résilience du système est menacée par un faible niveau de surcapacité. La croissance démographique (+1M hab. d'ici 2040), économique et le changement climatique exacerberont davantage ces problèmes. L'identification et le développement de nouvelles sources d'approvisionnement sont désormais une nécessité pour l'Irlande. Uisce Éireann (société publique de gestion de l'eau) prévoit une augmentation de 34% de la demande d'eau dans l'Est et des Midlands d'ici 2044 et pourrait refuser de raccorder de grands utilisateurs non domestiques et de nouveaux lotissements dans la région du Grand Dublin dès 2025.

**Le développement rapide des semi-conducteurs et des data centers exerce une pression considérable sur les ressources en eau surtout dans l'Est du pays.** Ces secteurs, majoritairement concentrés autour de Dublin, requièrent d'importantes quantités d'eau pour leurs processus de production, avec 80M de litres par mois (soit 2,7 M de litres par jour) pour Intel à Dublin et entre 0,5M et 5M de litres par jour pour chaque data center. Cette situation est d'autant plus préoccupante dans la région du Grand Dublin, où se situe une grande partie de la population (40 % de la population irlandaise) et de l'activité économique (près de 50 %) et risque d'entraver le développement économique de l'Est et des Midlands. La région dépend d'une seule source d'approvisionnement, le fleuve Liffey (19e plus grand fleuve national), qui fournit 85% de l'eau pour 1,7M de personnes. Cette dépendance la rend particulièrement vulnérable aux risques de pénurie, surtout lors de périodes de sécheresse prolongée, de contaminations ou de déficits d'approvisionnement.

**La qualité de l'eau se dégrade, avec près de la moitié des eaux de surface en mauvais état,** principalement à cause de l'agriculture, responsable de la dégradation de 63 % des masses d'eau. 43 % des cours d'eau contiennent des concentrations élevées de nitrates et un tiers des fleuves et lacs ont des niveaux élevés de phosphore. L'Irlande manque d'infrastructures d'assainissement, condamnée par la CJUE en 2024 pour non-respect de la directive sur la qualité des eaux destinées à la consommation humaine. Le pays a aussi reçu un avertissement de la Commission européenne concernant le traitement inapproprié des eaux urbaines résiduaires, notamment à cause de la station d'épuration de Ringsend à Dublin, qui dessert 42 % de la population irlandaise. Les puits privés, vitaux pour 800 000 personnes en milieu rural, sont mal surveillés, exposant la population à des risques sanitaires, notamment des bactéries comme l'*Escherichia coli* productrices de Shigatoxines (STEC) pour laquelle l'Irlande a les taux les plus élevés d'Europe. Toutes les rivières irlandaises sont polluées par des produits pharmaceutiques. D'ici fin 2027, l'Irlande devra transposer une directive européenne

imposant à l'industrie pharmaceutique de financer 80% des coûts d'élimination des micropolluants selon le principe du pollueur-paiEUR.

## **Le changement climatique devrait exacerber les pressions existantes sur la quantité et la qualité de l'eau**

**Le dispositif de gestion de l'eau est inefficace.** Le réseau hydraulique datant de l'époque victorienne, est mal entretenu, avec 38% de l'eau potable perdue à cause de fuites. Remplacer 1% de ces infrastructures nécessiterait 90km de travaux annuels pendant 100 ans. L'infrastructure, auparavant gérée par 34 autorités locales, est maintenant administrée par 8 centres régionaux, mais le financement reste insuffisant. L'Irlande est le seul membre de l'OCDE à ne pas percevoir de redevances directes sur l'eau, ces services étant financés par la fiscalité générale et une redevance des entreprises. Afin de permettre la modernisation des infrastructures, le gouvernement a tenté d'introduire un système de tarification de l'eau en 2014. Dans un contexte d'austérité accru et de multiplications de cas de corruption, cette mesure a rencontré une forte opposition populaire, entraînant d'importantes manifestations, rares en Irlande. Uisce Éireann estime qu'au moins 13 Mds€ seront nécessaires pour moderniser le réseau, soit l'équivalent des investissements totaux en capital de l'Etat en 2024.

**L'Irlande est mal préparée aux impacts du changement climatique sur ses ressources en eau.** L'utilisation de l'eau y est plus élevée qu'ailleurs en Europe, et le changement climatique amplifie cette pression. Selon les prévisions, les sécheresses prolongées, qui deviendront plus fréquentes (+16%), dégraderont la qualité de l'eau en augmentant les polluants et bactéries. L'absence de plan national de gestion des sécheresses et le manque d'infrastructures de surveillance hydrométriques compliquent la situation. Parallèlement, en hiver et en automne, les fortes précipitations plus fréquentes et soudaines risquent d'entraîner des inondations et d'accroître le ruissellement urbain, saturant des infrastructures mal adaptées, comme à Dublin où le ruissellement pourrait augmenter de 30%. Cela favoriserait les écoulements de surface et la contamination des masses d'eau. 68 % de la population irlandaise est alimentée en eau provenant de tourbières, dont la dégradation - accélérée par la hausse des températures- favorise la formation de trihalométhanes (THM), cancérigènes, faisant de l'Irlande le pays de l'UE avec les niveaux les plus élevés de THM dans l'eau potable.

## **Projet de canal Shannon-Dublin : entre sécurité économique et opposition populaire.**

**Le plan national de gestion des ressources en eau d'Uisce Éireann (2015) a identifié le projet d'aqueduc Shannon-Dublin comme la meilleure solution pour répondre aux besoins en eau de la région de l'Est et des Midlands.** Initialement estimé à 1,65Md EUR, il pourrait dépasser 10 Mds EUR, selon le ministère du Logement. Le projet prévoit un canal de 170 km permettant de prélever l'eau de la rivière Shannon (ouest), pour l'acheminer jusqu'à un réservoir dans le comté de Dublin (est). Classé projet prioritaire dans le Cadre national de planification et le Plan national de développement pour assurer la croissance sociale et économique du pays, il sera le plus grand projet d'infrastructure d'approvisionnement en eau de la région depuis 60 ans. Ce projet permettra de répondre à plus de 40% des besoins en eau domestique et commercial du pays. Cependant, Uisce Éireann estime qu'obtenir un permis de construire avant 2028 est « très peu probable », laissant Dublin dans une situation précaire en eau potable jusqu'à l'achèvement de l'oléoduc.

**IDA Ireland, l'agence nationale chargée d'attirer les IDE, affirme que ce projet revêt une importance nationale, pour l'industrie et pour garantir la sécurité d'approvisionnement face à une population croissante.** Au regard de la situation de Dublin comme "seule ville d'Irlande d'envergure internationale" et des inquiétudes des multinationales, IDA souligne que l'avancement du projet et sa rapidité d'exécution seront clés pour rassurer les investisseurs étrangers. Plus globalement, l'agence exhorte le gouvernement à résoudre les déficits infrastructurels en logement, énergie et transports, qui nuise à l'attractivité du pays. Le gouvernement, conscient de l'urgence, s'engage à soutenir des programmes d'assainissement des eaux usées et d'extension du réseau ainsi qu'à investir dans Uisce Éireann, qui manque de fonds pour 2025 après avoir remboursé sa dette de 700M EUR. Une partie des 14 Mds EUR issus du contentieux Apple devrait financer ces investissements.

**L'opposition de la population locale de Shannon pourrait retarder, voire annuler, la construction du projet.** Au sortir de la crise économique, lors de la proposition du projet, les habitants ont exprimé des préoccupations sur l'impact de la consommation de 330M de litres d'eau par jour sur les niveaux d'eaux, la biodiversité, le tourisme, la pêche et le développement régional futur. Des associations d'opposition, comme « l'Alliance pour la protection de la rivière Shannon » et « Fight the Pipe » (groupe de propriétaires dont les terrains seront traversés par l'oléoduc), ont vu le jour. Défavorables, les agriculteurs craignent que le projet nuise à leurs moyens de subsistance. Des membres du parti écologique dénoncent aussi un renforcement du déséquilibre économique en faveur de Dublin. Néanmoins, le nouveau gouvernement, exhorté par Uisce Éireann, s'est engagé à rationaliser le processus de planification et limiter les recours abusifs contre les permis de construire – qui retardent le lancement des travaux infrastructurels de plus d'une décennie dans certains cas.